



Éditorial



Mettre l'Homme au centre, et la femme aussi !

La place centrale des femmes dans les projets de développement est bien connue. Des agences et banques de développement. Si l'on veut lutter contre la faim et la malnutrition dans les familles, il faut surtout augmenter le revenu gagné ou géré par la mère de la famille. Si on veut augmenter la fréquentation de l'école par les petits garçons et plus encore les petites filles, il faut augmenter les revenus disponibles de la mère. L'expérience des *bolsa* au Brésil, mise en place durant la présidence Lula suffit amplement à illustrer ce que les spécialistes ont mis en lumière. Voir Esther Duflo, *Repenser la pauvreté*, Seuil.

L'article qu'on lira dans ce numéro ajoute une dimension inédite à cette « préférence pour les femmes ». Un volet sécurité. Les femmes (organisées) jouent un rôle positif pour améliorer la sécurité pour elles-mêmes, pour leur famille, pour leur communauté locale. Voilà qui est contre-intuitif. S'il est un domaine dont on peut penser -a priori- que les femmes en sont plus éloignées que les hommes, c'est bien celui de la sécurité, face aux voleurs, aux violeurs ou face à des groupes armés qui asservissent une population. On lira ici ce témoignage pour mieux comprendre comment il en est ainsi.

C'est le mérite de telles monographies sur des exemples locaux que de nous permettre de comprendre pourquoi et comment on peut parvenir à une vie plus humaine, même au milieu d'une ville occupée par ce qui paraît la figure même de l'inhumanité.

Antoine Sondag revue@rieh.org

Dans Gao occupée...

Par Fatimata Touré

Fatimata Touré est la directrice-fondatrice de l'ONG *Groupe de recherche, d'étude, de formation Femme-Action (GREFFA)*. Elle a vécu au cœur d'une ville occupée par des groupes armés venus de l'extérieur de mars 2012 à janvier 2013. Ingénieur agronome, elle a décidé de se mettre au service de sa région d'origine.

Notre ONG a 23 ans. Elle a été créée avec des femmes de la région de Gao, au nord du Mali. L'objectif était de s'organiser pour protéger les femmes, pour obtenir la reconnaissance de leurs droits. Ces femmes voulaient soulager la souffrance de leur famille et des populations locales. Nous sommes dans une région très pauvre. Les habitants de la région ont encore le souvenir de la famine de 1973.

Notre association, **GREFFA**, s'est développée. Elle travaille principalement à Gao et dans sa région mais elle a élargi son action dans les autres régions du nord du pays. Ses priorités se situent dans trois domaines : la gouvernance pour que les femmes participent aux prises de décisions ; la santé, principalement par la prévention des maladies sexuellement transmissibles, le sida et la prévention et la prise en charge des violences basées sur le genre. Troisième domaine, l'éducation, par le plaidoyer pour plus d'accès des filles à l'éducation et aux droits humains.

A travers son programme, notre ONG a réussi à relever le niveau de représentativité des femmes dans les instances de prise de décision. Ainsi, aux conseils communaux, la représentativité des femmes est passée de

3 à 10% entre deux élections. Nous avons aussi plaidé auprès des décideurs politiques et le Mali s'est doté d'une loi instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.

Nous travaillons beaucoup pour **l'autonomie économique** des femmes en mettant des fonds à la disposition des femmes et filles vulnérables pour appuyer leurs activités.

Grace à ces actions, les femmes ont renforcé leur leadership au sein de la famille et de la communauté parce qu'elles contribuent aux dépenses ménagères, aux frais de scolarité des enfants et à certaines dépenses communautaires (réhabilitation des centres de santé ou d'apprentissage, ou des écoles).

Nous sommes reconnues dans tout le pays, particulièrement pour notre travail de **prévention des violences faites aux femmes**.

Notre association est une organisation de référence pour le travail dans ce domaine, bien qu'au départ personne ne nous prenait au sérieux. Nous avons des difficultés à intervenir car personne ne veut qu'on parle des violences basées sur le genre, personne ne veut en faire un problème. Les interlocuteurs n'écoutent pas et la

sécurité ne fait pas son travail : les violeurs sont tolérés, la violence faite aux femmes est banalisée.

Grâce à notre accompagnement, les femmes ont appris à s'exprimer publiquement et sans complexe. Nous avons beaucoup renforcé les capacités des femmes pour qu'elles puissent avoir confiance en elles, même si certaines femmes ont encore des difficultés à témoigner à cause de la forte stigmatisation dont elles sont victimes suite à une violence sexuelle. Les filles reçoivent le même accompagnement que les femmes mais nous avons créé des espaces d'expression d'échange entre filles : clubs, groupes d'âge.

Par son travail, l'association a progressé dans **l'accès à la justice**. L'absence de service juridique et de sécurité ne permet pas à la victime de viol de porter plainte. Les interlocuteurs n'écoutent pas, ils ne veulent pas entendre la souffrance, d'autres pensent que la place de la femme est à la maison ou dans la tombe. Ces réactions ajoutent aux difficultés pour faire comprendre le problème aux leaders. Et même aux femmes, certaines sont réticentes à témoigner. Notre ONG devait faire comprendre que le développement, c'est pour toutes les parties prenantes de la société, hommes et femmes, qu'avec ces situations de violences subies par les femmes, il n'y a pas de décollage économique, pas de développement équitable et durable. **Le développement ne peut se faire sans les femmes**. Nous avons le soutien des maris, de leaders politiques. Également, des leaders religieux encouragent nos actions mais d'autres sont contre et nous menacent parfois.

L'occupation par des groupes armés...

Jusqu'à l'occupation, cette mission de GREFFA a été prioritaire dans notre action. Elle a continué et s'est même amplifiée à cette période très

marquée par les violences sexuelles. Elle a alors bénéficié de l'aide méthodologique de l'ONU-Femmes et d'une aide financière pour monter la première unité de prise en charge holistique permettant aux femmes de recevoir des soins médicaux et psychologiques.

Au début de l'occupation, **le choc** a été très grand pour les populations. Tellement grand que tous les gens étaient abattus et s'enfermaient chez eux. Les occupants sont entrés dans la ville avec des chars, des fusils. Il y avait un arsenal très important. On se demandait : d'où vient cet arsenal ? Comment est-il possible de traverser plusieurs pays avec toutes ces armes sans que cela n'attire l'attention ? Quels pays ont été traversés pour venir occuper la région de Gao ? Il y avait l'arsenal militaire et il y avait aussi des hommes, à quelques exceptions, ceux-ci étaient des inconnus : les Shebab, AQMI, Boko Haram... des gens qui ne comprenaient aucune de nos langues. Certains s'adressaient aux gens, d'autres nous piétinaient et ne nous regardaient pas.

Les régions du Nord, occupées par les indépendantes (MNLA) et les terroristes (MUJAO, AQMI et autres), tous ont recruté parmi les jeunes, dont certains de moins de 18 ans. Certains jeunes enrôlés ont abandonné suite à l'action des responsables religieux : à la radio ils les ont appelés à se méfier de cette nouvelle religion.

Face à cette occupation, l'instinct patriotique a poussé les gens à dire : *non, ça ne peut pas se passer ainsi, on ne peut pas laisser notre ville à ces bandits*. L'Etat, qui est censé nous protéger, est parti ; nous qui sommes restés, qui n'avons pas autre part où vivre, nous ne pouvons pas rester les bras croisés. Nous avons dit : nous allons résister. Avec l'occupation et le départ des représentants de l'Etat, les services de l'éducation, de la santé ne fonctionnaient

plus, il n'y avait pas d'eau, plus d'électricité... Tous les services étaient contrôlés par les occupants.

Nous avons compris que la pression sur les rebelles était indispensable. Pour y parvenir, **l'organisation de la population était nécessaire**. C'est alors que « le cadre de concertation des sédentaires » a joué un rôle capital. Cette grande organisation regroupe les représentants des populations qui vivent le long du fleuve (les noirs sédentaires) : leaders religieux, chefs de villages et de quartiers, les représentantes des organisations de femmes et de jeunes et certains leaders d'opinion. Cette organisation a été mise en place bien avant l'occupation des régions du Nord, mais elle a alors permis le renforcement de la résilience et la stabilité des populations. Au cours de l'occupation, le cadre a été élargi aux femmes, aux jeunes et à certains leaders Touaregs et arabes. J'ai participé aux actions du cadre à titre personnel, en tant que femme leader de la région, parce que j'étais l'une des rares femmes à être restées à Gao, pendant l'occupation.

Il fallait **mobiliser la population** afin d'assurer les services indispensables à la vie. Cette tâche a été facilitée par une entente très forte entre les membres du cadre de concertation.

L'action de responsables religieux a été importante pour soutenir les jeunes et les femmes dans leur résistance. Ils jouent un rôle dans la cohésion des populations.

Pour chaque service à remettre en route nous avons dû trouver des moyens adaptés. Nous devons «coopérer» avec ceux qui contrôlaient tout.

Les services de santé : ils étaient entièrement détruits. Pour le premier centre holistique pour les femmes, le plus urgent, nous avons dit aux occupants : « nous avons besoin de ce centre pour des femmes malades » Nous ne leur avons pas dit que c'était pour les femmes violées... Ils

ont accepté, « si c'est pour rendre service à la population... ».

Pour la remise en route de l'hôpital et des services de premiers secours, nous avons dû d'abord chercher des médecins et des infirmiers. Ceux originaires du sud et du centre étaient partis et ceux du nord se cachaient des occupants pour ne pas donner de soins à leurs blessés. Nous les avons sensibilisés et ils sont sortis de l'ombre. Puis, nous sommes passés de maison en maison pour récupérer ce qui avaient été pris : les groupes armés pillent, cassent prennent les choses importantes mais après les badauds, les voleurs puis la population achèvent le pillage. Nous avons récupéré des médicaments, du matériel et des lits pour réinstaller ce qui pouvait l'être à l'hôpital ; des gens ont réparé des portes et des fenêtres ; nous avons organisé les jeunes médecins et infirmiers pour remettre en route un service minimum. C'est comme ça que nous avons fonctionné en attendant l'arrivée de la mission humanitaire.

L'eau et l'électricité. Nous avons sensibilisé les gens pour qu'ils cotisent et nous avons porté de l'argent aux occupants pour l'achat du carburant. Nous n'avions pas le choix, nous devions avoir recours aux occupants qui contrôlaient tout. C'est ce qui a permis que le service de l'électricité et de l'eau soit remis en route pour la population. Nous avons collaboré avec nos bourreaux, sinon c'était terminé pour les gens de Gao.

La sécurité. La réponse à ce besoin particulièrement important pour la population dans cette période a été l'œuvre des jeunes. Quand les occupants sont entrés dans la ville, les prisons ont été détruites. Tous les prisonniers sont sortis. Il y avait ceux qui cassaient et les prisonniers qui volaient, pillaient les gens, parfois en plein jour. Les jeunes se sont organisés, ils ont même monté une prison de fortune pour y mettre les

grands voleurs. Toutes les nuits, les jeunes organisaient des patrouilles, les indépendantistes n'en voulaient pas, mais ils ont fini par les laisser faire. Ces jeunes ont agi de façon spontanée pour assurer la sécurité de leur ville. C'est eux qui ont rendu la vie possible. C'était des jeunes et des jeunes adultes de 18 à 30, 35 ans. Des garçons et aussi des filles, certaines ont reçu des balles. D'autres filles s'organisaient pour faire la cuisine et les jeunes mangeaient ensemble, les patrouilles terminées, vers 4 heures du matin.

La lutte contre la violence faite aux femmes. Ces violences existaient avant l'occupation : violences physiques, violences domestiques, viols, violences psychologiques... mais elles se sont beaucoup développées avec le début de l'occupation. Notre ONG avait, depuis sa création, une attention à ce problème, mais l'importance de ces violences, liées à l'occupation, demandait une action particulière. Nous avons besoin d'être soutenues dans ce contexte particulier.

Greffa a été entendu par ONU-Femmes qui a pris la responsabilité de nous accompagner pendant l'occupation. L'organisation des Nations Unies nous a aidés pour mener une enquête : il fallait évaluer, saisir des témoignages, situer le contexte pour alerter les opinions nationales et internationales. Mener une enquête dans les conditions d'une telle occupation a été très difficile : les communications ne passaient pas, ni téléphone, ni internet. Nous n'avions pas de moyens pour relayer l'information. Nos possibilités de déplacements étaient réduites et il y avait beaucoup d'armes partout, légères et lourdes. Mais nous nous sommes attelées à mieux connaître les situations même, parfois, au prix de nos vies. Ce recueil devait permettre d'évaluer l'importance de ce que nous

entendions de la part de femmes, pourchassées dans les rues, séquestrées, violées...

Par notre accompagnement depuis son origine, les femmes ont appris à s'exprimer publiquement et sans complexe, ceci nous a beaucoup facilité la tâche au cours de l'enquête. C'est à la suite de celle-ci que les organisations nationales et internationales ont été alertées sur les atrocités commises dans notre région. Elles ont commencé à mettre la pression sur les rebelles, surtout sur les indépendantistes, responsables des premières atrocités et que l'on reconnaît aisément à leur drapeau.

Comme nous vivions avec les bourreaux, des femmes victimes ont demandé à changer de résidence ; en l'absence de services publics, notre association les a aidées pour que d'autres familles les reçoivent.

Toutes ces initiatives pour remettre en route les services indispensables à la vie de chaque jour ont été la base de notre **résistance collective**. Ainsi, nous avons résisté jusqu'au moment où on est venu nous délivrer. L'intervention militaire internationale a été demandée par le président malien par intérim. Mais les secours sont venus jusqu'à Gao quand les groupes armés voulaient marcher sur Bamako ! Si ces derniers n'avaient pas commis cette « erreur », peut-être que la région de Gao serait encore occupée. Parfois la question est posée : que valons-nous vraiment, nous les gens du nord, pour l'Etat malien ?

Evolution politique ?

La décentralisation de 1992 a permis de créer les communes et de leur confier la gestion de leur territoire. Beaucoup de compétences ont été transférées mais on a déploré que le transfert des ressources n'ait pas suivi. La décentralisation est irréversible, mais elle n'a pas été complète dans sa mise œuvre.

Dans l'accord de paix, il a été prévue que la région serait au centre du développement local. Elle serait dotée d'une assemblée générale élue au suffrage universel avec un large transfert des compétences, des ressources avec des pouvoirs juridiques, administratifs et financiers. Un président du conseil régional à qui on va conférer tous les pouvoirs : il y aura une décentralisation qui va aller à l'autonomie.

GREFFA, notre ONG, est devenue forte. Il a été reconnu que nous avons résisté pendant la guerre, malgré les difficultés à assumer nos missions, particulièrement de protection des droits des femmes. Notre ONG est reconnue. Nous avons réellement travaillé à organiser la résistance et cette lutte a renforcé notre légitimité et la visibilité de nos actions. Notre résistance a renforcé notre image près des partenaires financiers indispensables.

Nous poursuivons nos objectifs en tenant compte des conséquences de l'occupation sur les populations.

Ouvrir de nouvelles unités dans les zones qui n'en détiennent pas et renforcer les capacités du personnel médico-chirurgical à la prise en charge des viols et violences sexuelles. Grâce à l'appui de nos partenaires, nous détenons quatre unités pour assurer une prise en charge psychosociale, médico-chirurgicale, réinsertion socio-économique et accompagnement juridique et judiciaire des survivantes de violences dans la région de Gao.

Organiser des rencontres inter et intracommunautaires en vue de renforcer la cohabitation et la cohésion entre les populations. Renforcer les capacités de résilience des jeunes et

des femmes (autonomisation économique, réinsertion sociale, formation professionnelle, etc.) pour qu'ils et elles ne soient pas des proies et un terreau de recrutement pour les terroristes qui rodent encore dans les alentours.

Notre bilan est positif mais nous sommes fatiguées par cette occupation et ses suites pour remettre la société en route. La situation sécuritaire est très préoccupante, beaucoup de braquages, d'enlèvement de véhicules, de pillages des populations qui fréquentent les foires hebdomadaires, et des organisations humanitaires etc. La situation économique s'améliore grâce à la présence des forces de l'ONU et des organisations humanitaires qui offrent de l'emploi aux jeunes, diplômés ou non.

La période de la reconstruction attire les bailleurs de fonds qui veulent travailler avec des organisations qui ont fait leur preuve, qui vivent avec la population et ont une bonne image. Aussi les sollicitations sont nombreuses et viennent de partout.

Je ne suis pas plus importante que les jeunes qui sont sur place, je peux m'absenter. Il y a toujours des gens sur place qui travaillent à assurer la pérennité des actions... L'action a formé les gens par l'expérience, complétée par des formations.

Si l'on regarde autour de nous, la guerre est toujours proche, ou bien une période latente sans savoir comment les choses vont évoluer. Nous sommes toujours avec la guerre, ou la crainte de la voir arriver. Au Mali, alors que nous sommes supposés être en reconstruction, nous ne sommes **pas encore dans la paix**. Actuellement, on est peut-être en train d'enlever des filles pour les violer, ou de

braquer un véhicule pour lui prendre ses biens...

Ce que je veux partager avec d'autres, c'est qu'il y a toujours quelque chose à faire, il ne faut jamais baisser les bras, il ne faut pas se laisser vaincre par le découragement. La réponse à apporter est fonction des circonstances, elle diffère suivant la situation vécue... Mon message : toujours avoir confiance en soi. Il faut toujours se dire : **je peux faire quelque chose**.

Vous me demandez où je trouve le courage de mon engagement ? Je pourrais dire : grâce à mon père. Je l'ai vu se battre pour que les choses changent. Il a dit : j'envoie mes enfants à l'école, les filles comme les garçons... Mon père ne s'est jamais lassé de se battre.

Je suis partie de chez moi seulement pour mes études supérieures. Quand je suis revenue, j'ai vu comment les populations du nord sont pauvres. Moi-même je viens d'une famille modeste. Dans notre région, la faim a tué des gens en 1973, on a monté des camps de réfugiés. Je me suis dit : à quoi ça me sert, moi fille de cette région d'aller porter mes compétences au dehors ? J'ai décidé de rester chez moi, de faire changer les choses. Je travaille à servir la communauté qui m'a vue naître. GREFFA est reconnue dans le domaine de la prévention des violences faites aux femmes. La **distinction de «la femme courage»** attribuée par le Secrétariat d'Etat des USA, est la reconnaissance de toutes les femmes qui ont lutté pour leur dignité. Nous devons poursuivre notre mission : le tissu social est complètement déchiré, il a besoin d'être recousu.

Développement et civilisations est une publication éditée depuis 1972 sous divers noms par l'association Développement et Civilisations - Lebret-Irled 45, rue de la Glacière - 75013 PARIS - FRANCE - 33(0)1.47.07.10.07 - contact@rieh.org L'association DCCL - Lebret-Irled anime un réseau d'acteurs de développement solidaire présents sur tous les continents.

Directeur de la publication : Dominique Lesaffre - **Rédacteur en chef** : Antoine Sondag - **Comité de rédaction** : Yves Berthelot, Roland Colin, Isabelle Duquesne, Bernadette Huger, Emmanuelle Bouzigon, Jacqueline de Bourgoing, Xavier Harent, Ignazio Torres, Michel Tissier.

La reproduction des textes publiés est autorisée à la condition que soit indiquée la source. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.

Pour soutenir nos actions : chèque en euros à l'ordre de Développement et Civilisations - Lebret-Irled

Virements bancaires : LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE)

ISSN 1951-0012 - Imprimerie IGC Communigraphie - St Étienne - 04 77 92 04 80 - Imprimé sur papier recyclé.

